



LÉGATION DE SUISSE
AUX PAYS-BAS

LA HAYE, le 26 octobre 1950.

42, Lange Voorhout
Tél. 117458 & 117459

RÉFÉRENCE: NOTRE No. C.1.10.-AC/AM
VOTRE No. No. 7.

Les événements d'Indonésie vus de La Haye.

Monsieur le Président de la Confédération,

J'avais l'honneur de vous dire, dans un rapport précédent, que trois questions notamment préoccupaient le gouvernement néerlandais, les états-généraux et l'opinion publique du pays. Il s'agissait: premièrement de l'Indonésie; deuxièmement du réarmement dans le cadre de l'Europe occidentale; troisièmement du rapport entre les prix et les salaires.

On pourrait ajouter à cette liste: quatrièmement les relations avec l'Allemagne (voir mon rapport du 7 juin 1950); cinquièmement l'intégration de l'Europe telle qu'elle se poursuit sous l'égide de l'O.E.C.E. (voir mon rapport du 26 juin 1950 sur le plan Schuman); enfin, sixièmement les progrès réalisés en vue de la proclamation possible, le premier janvier 1951, de l'union économique avec la Belgique et le Luxembourg.

J'espère pouvoir revenir d'ici la fin de l'année sur les questions 2, 4, 5 et 6.

Pour l'instant, je voudrais étudier spécialement le problème indonésien tel qu'il est envisagé à La Haye.

Les relations entre les Pays-Bas et l'Indonésie sont dominées depuis la proclamation de l'indépendance, le 27 décembre 1949, par une série d'événements qui font apparaître aux Pays-Bas mêmes des courants d'opinions divers, voire même opposés. On peut se demander non sans quelques raisons si la politique peu conséquente que La Haye a suivie vis-à-vis de son ancienne colonie des Indes orientales n'est pas une des causes des progrès étonnamment rapides réalisés par Djakarta dans le sens de la centralisation.

Au Département politique fédéral

B E R N E

./.



Les rapports entre la Hollande et l'Indonésie ont été dominés, au cours des dix mois qui viennent de s'écouler, par quatre groupes d'événements. Ceux-ci peuvent être classés de la manière suivante:

1. ceux qui révèlent une application correcte, de part et d'autre, des accords de la table ronde;
2. l'évolution quasi foudroyante de l'état fédératif vers un état unitaire, dominé par Djakarta;
3. les mouvements "séditieux" à Java, aux Célèbes et aux Molluques, avec l'appui clandestin de certains éléments néerlandais;
4. les réactions très diverses que les événements visés sous 1, 2 et 3 provoquent aux Pays-Bas.

1. Rentrent dans le premier groupe notamment l'installation, le 19 mai, à La Haye, du tribunal arbitral composé de six membres, trois hollandais et trois indonésiens, chargés de résoudre les différends d'ordre juridique pouvant naître de l'application des accords de la table ronde; fait partie du même groupe la dissolution, le 26 juillet, de l'armée royale néerlandaise en Indonésie. Il restait à cette date trente mille hommes, dont dix-huit mille Hollandais et douze mille indigènes.

2. Je n'insisterai pas sur le deuxième groupe. Vous savez comment l'Indonésie a été proclamée état unitaire le 17 août, et a changé son nom d'états-unis d'Indonésie contre celui de république indonésienne.

Les encouragements venus d'Asie ont été nombreux: le premier homme d'état qui soit venu en visite officielle a été le général Romulo, ministre des affaires étrangères des Philippines (14 mai); il a été suivi le 31 mai par le pandit Nehru, premier ministre de l'Inde, et, le 17 juillet, par le premier ministre du Pakistan.

De son côté, une des premières démarches du gouvernement indonésien a été l'envoi d'un agent à Moscou, où il a été reçu par M. Vichinsky, agent qui a continué son voyage sur New York, où il est allé préparer l'entrée de son pays dans l'organisation des Nations unies. M. Vichinsky et lui sont convenus à la mi-mai d'échanger des ambassadeurs.

Le premier ambassadeur qui se soit installé à Djakarta a d'ailleurs été le représentant de Mao Tse Tung.

Pendant ce temps, l'Indonésie consolidait sa position diplomatique en se faisant admettre le 16 mai en qualité de membre de la F.A.O.; le 12 juin comme membre de l'organisation internationale du travail, et le 28 septembre comme membre de l'organisation des nations unies.

A constater cette évolution constante, on en arrive à se demander si l'opposition entre les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique n'a pas été habilement exploitée par Djakarta, en permettant au

président Soekarno de jouer tantôt la carte américaine, tantôt la carte russe, et, profitant des politiques rivales et hostiles suivies par Moscou et par Washington, pour gagner du terrain à son profit.

Rien n'est intéressant à cet égard comme l'attitude observée par le gouvernement indonésien à l'égard de la guerre de Corée. Les Pays-Bas disposaient encore, lorsque le conflit a éclaté, le 24 juin, de troupes nombreuses en Indonésie; le plus simple aurait été de les transporter en Corée du Sud. Le gouvernement indonésien s'y est opposé, accusant la Hollande de vouloir l'entraîner aux côtés des Etats-Unis dans une guerre contre la Corée du Nord, peuple asiatique, éventuellement contre l'Union soviétique. Même le contre-torpilleur hollandais qui a été transféré dès le début des hostilités d'Indonésie en Corée, a été empêché de se ravitailler dans les ports indonésiens et d'y faire escale pour y être réparé. L'Indonésie ne voulait à aucun prix être mêlée à l'intervention américaine contre la Corée du Nord.

Aussi, pendant que l'on rapatrie en Hollande l'armée royale d'Indonésie, on entraîne à La Haye quelques compagnies qui partiront ces jours-ci pour la Corée. Le total ne fera probablement pas un bataillon.

3. Les révoltes à Java, aux Célèbes et aux Molluques.- Trois mouvements insurrectionnels ont éclaté cette année en Indonésie. Le premier a eu lieu à Bandoeng (Java) au mois de janvier; le second à Makassar, capitale des Célèbes, au mois d'avril; le troisième dure depuis le mois de juin dans l'île d'Amboine, dans les Molluques.

Dans le premier cas, à Java, il s'agirait d'un soulèvement fomenté contre Djakarta par un ancien officier de l'armée royale en Indonésie, le capitaine Westerling. Dans le second, à Makassar, ce serait un capitaine indigène qui serait à l'origine des troubles; dans le troisième cas, à Amboine, une population en partie chrétienne et la plus attachée de toute l'Indonésie aux Pays-Bas aurait proclamé son indépendance au mois d'avril, provoquant une réaction militaire de la part de Djakarta.

Officiellement, les Pays-Bas ne feront rien pour soutenir l'île d'Amboine. Le 21 octobre, le premier ministre a déclaré à la Chambre "qu'il ne pense pas qu'une intervention militaire soit justifiée".

Les Nations unies, qui ont constitué une commission ad hoc, ont vu les recommandations de celle-ci repoussées par Djakarta. Il s'agit, dit-on en Indonésie, d'une affaire interne qui doit se régler entre la capitale et Amboine et qui ne concerne pas l'O.N.U.

Et pourtant, il ne faudrait pas croire que ces événements laissent les Pays-Bas indifférents. On ne constitue pas un des plus beaux empires coloniaux du monde et on n'y donne pas, pendant plus de trois cents ans, le meilleur de soi-même, sans qu'une grande tradition coloniale ne se forme. Ce sont donc ceux que l'on pourrait appeler les coloniaux qui pleurent sur les ruines de l'empire et les anti-coloniaux ou colonialistes qui en prennent plus aisément leur parti.

Je ne vous étonnerai pas en vous disant que les partisans de la grandeur de l'empire se recrutent dans les milieux de droite, et les autres parmi les adhérents au parti socialiste.

Or, tout l'équilibre gouvernemental repose depuis plus de deux ans sur la collaboration de ces deux groupements.

D'un côté on prie dans les églises pour que le succès couronne les efforts de l'île d'Amboine; de l'autre l'organe du parti socialiste "Het Vrije Volk" écrit: "Du point de vue économique déjà, il est évident qu'Amboine, avec sa population peu nombreuse et avec ses moyens d'existence encore moins grands, n'a aucune viabilité."

Je traverse tous les jours une rue où un patriote a peint en blanc sur la brique rouge ces mots: "Helpt Ambon!" (aidez Amboine).

La question passionne à ce point les gens que l'on cite des familles où, comme au temps de l'affaire Dreyfuss en France, partisans et adversaires de la politique coloniale sont brouillés.

L'homme qui, aux Etats-Généraux, pose les questions embarrassantes au gouvernement, est M. Gerbrandy, ancien président du Conseil et porte-parole du parti anti-révolutionnaire (extrême-droite).

La dernière question qu'il a posée a trait à un accord qui aurait été conclu entre Washington et Djakarta, accord aux termes duquel les Etats-Unis auraient promis à l'Indonésie une assistance économique.

En résumé, il semble que tout contribue à favoriser le nouvel état: sur le plan de la politique mondiale, les rivalités entre Moscou et Washington; sur le terrain de la politique intérieure néerlandaise, les divergences de vues entre la droite et la gauche.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse

J. Serravallo